

Réflexions sur la Guerre civile à l'époque des idéologies (1929-1939). Carl Schmitt et Karl Polanyi

TOMMASO VISIONE

Je suis la Guerre civile. Et j'en ai marre de voir ces andouilles se regarder en vis-à-vis sur deux lignes, comme s'il s'agissait de leurs sottises guerres nationales. Je ne suis pas la guerre des fourrés et des champs. Je suis la guerre du forum farouche, la guerre des prisons et des rues, celle du voisin contre le voisin, celle du rival contre le rival, celle de l'ami contre l'ami. Je suis la Guerre civile, je suis la bonne guerre, celle où l'on sait pourquoi l'on tue et qui l'on tue: le loup dévore l'agneau, mais il ne le hait pas; tandis que le loup hait le loup. Je régénère et je retrempe un peuple; il y a des peuples qui ont disparu dans une guerre nationale; il n'y en a pas qui aient disparu dans une guerre civile. Je réveille les plus démunis des hommes de leur vie hébétée et moutonnaire; leur pensée endormie se réveille sur un point, ensuite se réveille sur tous les autres, comme un feu qui avance. Je suis le feu qui avance et qui brûle, et qui éclaire en brûlant. Je suis la Guerre civile. Je suis la bonne guerre.

[Henry De Montherlant, *La guerre civile*]

La Guerre Civile est un des signes, le plus frappant, du climat politique des années trente¹. Son explosion dans le contexte espagnol ne fait que remarquer un état de conscience et de militantisme intel-

lectuel et "populaire" qui beaucoup plus que les autres symbolise l'époque que l'on peut appeler l'époque des idéologies. Tout d'abord – avant de me concentrer sur les réflexions – je voudrais expliquer pourquoi – et en quel sens – je parle de "l'époque des idéologies" pour la décennie 1929-1939. Parce que, dès 1929, les idéologies vont jouer le rôle fondamental pour la création et la régénération d'un sens pour la vie collective des hommes européens: elles n'établissent pas seulement le principal véhicule des identités collectives mais en même temps la possibilité d'avoir nouvellement une Histoire (un parcours unique – circulaire ou linéaire – doué de sens²) et pas des histoires. Cela dit, qu'est donc une idéologie? On peut définir³ l'idéologie comme la pensée qui travaille sur la réalisation d'un "ideon" immanent dans le processus de transformation historique. Cette pensée naît avec la prise de conscience décisive qui accompagne l'accélération de l'histoire qui caractérise les temps modernes, une prise de conscience

qui se réalise entre 1750-1850 en Europe et se manifeste – on peut bien le voir grâce aux études de Kosellek⁴ – sur le plan théorique avec la création de toute une variété de collectifs singuliers (comme *Geschichte* en Allemagne) et une resémantisation du lexique social et politique qui détermine la naissance des “ismes”⁵. Il devient possible, dans ce contexte marqué par des changements révolutionnaires, d’avoir comme attentes, des mutations qualitatives de la vie, des attentes par rapport à la vie vécue et non pas dans une autre vie: on peut se projeter et se réaliser sur le plan de l’immanence. Tout ce changement est possible parce que le temps devient une qualité de l’histoire et pas seulement une forme des différentes histoires: le temps acquiert un caractère dynamique parce que il devient une force de la même histoire. On peut donc prendre conscience de l’accélération du temps historique et de la rupture avec le passé qu’elle même implique: en accélérant le temps ouvre l’espace de l’attente humaine et la sépare toujours plus de l’expérience passée. Il faut maintenant considérer que si au XVIII et XIX siècles cette accélération est vécue principalement avec une lecture déterministe et progressif du devenir, qui communiquait un but historique apaisant⁶, à partir de la fin du XIX siècle jusqu’en 1929 l’accélération de l’histoire commence à montrer fortement son “coté obscur” aux yeux des européens. L’émergence des puissances mondiales extra-européennes (les Etats-Unis; le Japon); l’attaque concentrique de l’hégémonie positiviste; la première guerre mondiale; la crise économique de 1929 collaborèrent à faire émerger, avec la perception d’une vitesse majeure de la même histoire, un sens d’inquiétude et d’incertitude croissante (dont témoignent bien

la naissance et la croissance de la littérature dystopique)⁷: on commence toujours plus à douter du futur et, parallèlement à l’attente, s’ouvre l’espace de l’angoisse. Se démontreront décisifs dans ce devenir l’effondrement de la bourse de New York et la prise de pouvoir de Hitler: depuis ce moment les européens commencent à considérer l’accélération historique produite par ces ultimes nouveautés comme l’ouverture d’une temps kairologique⁸, un temps de décision⁹ qui déterminera leur future identité et leur future existence comme civilisation. La rupture, la déformation, d’une représentation commune¹⁰ – qui avait caractérisé les européens au XIX siècle – uni à la sensation d’être dans un temps kairologique où il faut agir rapidement fournirent aux idéologies un rôle d’orientation sans précédent dans une société qui été récemment massifiée et où l’Histoire, le sens du devenir, paraît dépendre de la réalisation accomplie de l’un ou de l’autre “ideon”. La radicalisation de la guerre civile européenne – commencée en 1914 – devenait ainsi complète et explosive: l’affrontement n’était plus seulement entre membres de la même civilisation – hors des règles de cette même civilisation – mais on s’affrontait sur la forme et la substance de la palingenèse de la civilisation tout court. Le conflit devenait donc le moyen pour établir et orienter le futur de l’Europe et, avec ce dernier, de la civilisation humaine.

On peut, donc, bien comprendre comment, dans le contexte à peine esquissé, les réflexions sur la guerre civile vont jouer un rôle d’un certain intérêt pour l’historien qui aspire à comprendre le contexte et le climat de l’époque. En même temps elles peuvent représenter un élément relevant pour les philosophes travaillant sur le

concept de guerre civile et sur les catégories de la pensée politique.

1. *Carl Schmitt et la dissolution de l'ordre moderne: effondrement du Katechon et guerre civile*

La réflexion plus profonde – et conceptuellement plus soignée – sur la notion de guerre civile pendant les années Trente est celle de Carl Schmitt. Cette thématique va apparaître avec différentes facettes dans certains de ses principaux écrits de la décennie comme *Der Begriff des Politischen* (1932); *Der Leviathan in der Staatslehre des Thomas Hobbes* (1938); *Die Wendung zum Diskriminierenden Kriegsbegriff* (1938). Avec la deuxième édition de *La notion du politique* (1932) le mot “*Bürgerkrieg*” marque une des principales différences par rapport à la première édition (1927) – où le mot “guerre” était utilisé soixante-dix-sept fois tandis que celle de “guerre civile” n’était jamais employé¹¹ – et développe une évolution précise de la pensée de Schmitt sur le politique qui se définira à partir du degré d’intensité d’une association ou d’une dissociation¹². Sur cette nouvelle conceptualisation pèsent en même temps la connaissance de Schmitt de la critique que le jeune Hans Morgentau avait écrit de son texte de 1927 et la considérations que le juriste de Plettenberg faisait sur le libéralisme qui menait à la naissance d’une guerre civile “transfrontalière”¹³ dotée d’une caractère de croisade¹⁴ et sur la perte du monopole politique de l’Etat causé par la démocratie qui comportait, avec la crise des neutralisations¹⁵ libérales, une nouvelle politisation totalisante¹⁶. D’où on peut comprendre pour-

quoi Schmitt en définissant le politique¹⁷ n’entend pas un secteur concret particulier mais seulement le grade d’intensité – c’est à dire la possibilité réelle d’une guerre – d’une association et dissociation entre les hommes qui peut avoir une raison et une naissance religieuse, nationale, sociale, économique¹⁸: il a devant soi la possible ubiquité du conflit qui ne se limite pas à une guerre extérieure entre des états mais qui peut surgir de chaque contraste¹⁹ capable de se traduire potentiellement en lutte réelle. La crise de la forme politique moderne incarnée par l’état – qui devient “état total par faiblesse” – en effet fait émerger le politique avec toute son intensité qui – face à la faiblesse de l’Etat et la perte de sa capacité de neutralisation active²⁰ – se transforme en une guerre interne à la précédente forme politique:

Quand à l’intérieur d’un Etat les contrastes entre les parties politiques sont devenus “les” contrastes politiques tout-court, alors est atteint le grade extrême du développement de la politique intérieure, c’est-à-dire que deviennent décisifs pour la lutte armée non les regroupements ami-ennemi de la politique étrangère, mais ceux à l’intérieur de l’Etat. La possibilité réelle de la lutte qui doit être toujours présente pour pouvoir parler de politique, fait par conséquence référence non pas, en présence d’un semblable primat de la politique intérieure, à la guerre entre unités nationales organisées (Etats et Empires), mais à la guerre civile.

Où, pour Schmitt, le concept prend la définition suivant: «La guerre est la lutte armée entre unités politiques organisées, la guerre civile est la lutte armée à l’intérieur d’une unité organisée (qui pour cette même raison est en train de devenir problématique)»²¹. Il y a, dans cette dernière définition, l’indication que la guerre civile peut détruire, créer et ré-

véler dans son noyau instable et génétique l'ordre politique; en effet si on considère que Schmitt pense cette émergence nouvelle de la guerre civile en étroite relation avec une intensification du conflit idéologique et politique après ses réflexions de 1927, il faut souligner comment l'analyse de la crise de l'ordre moderne garanti par l'Etat est, dans ce cadre, décisif. On peut donc comprendre pourquoi, selon Carlo Galli, Schmitt considère «la guerre civile... de toute évidence comme le moment originaire de la politique, puisque si la guerre extérieure est l'auto-affirmation de l'unité politique, la guerre intérieure est le moment de sa destruction qui peut en être aussi nouvelle création»²². En même temps, il est vrai aussi que Schmitt ne fait pas appel à la guerre civile pour résoudre les problèmes de son temps (et pour sortir de la crise de l'Etat²³), mais il théorise, dans les premières années trente, le passage de tous les pouvoirs au chef d'état²⁴ (selon les possibilités de la Constitution de Weimar) pour créer un nouveau primat de l'Etat coïncidant avec sa conception de l'"Etat total par intensité": une unité de décision qui dépend structurellement de la non-unité, d'un ordre qui héberge en lui le désordre²⁵ et qui implique une dépolitisation de la société dans le moment où le potentiel politique est concentré – mais pas pacifié – dans l'autorité souveraine du président²⁶. Dans cette perspective, il est évident que, dans le concret de la situation allemande de 1931, Schmitt espère de la conflictualité intérieure seulement une évolution destructive, considération que l'on peut lier à l'influence que la réflexion sur la pensée de Hobbes avait pour lui dans ce contexte. En effet, le philosophe de Malmesbury est l'interlocuteur fonda-

mental pour comprendre dans la pensée de Schmitt la couleur que la guerre civile – le Behemoth hobbesien – va prendre dans les années Trente. D'abord, il convient de souligner comment l'étude de Hobbes accompagne Schmitt tout le long des années vingt et trente: dans les ouvrages du "Kronjurist", il y a beaucoup de références²⁷ à l'auteur du Leviathan considéré comme le «plus important et plus typique représentant de la pensée décisionniste, pensée par lui formulée à la naissance de l'Etat moderne»²⁸ et évaluée comme l'auteur qui présente dans sa pensée les logiques et les crises de la modernité avec plus d'évidence, celui où elles agissent «avec la nécessité la plus ouverte»²⁹. La réflexion sur Hobbes – avoir à faire directement à lui – devient donc, pour le juriste de Plettenberg, un passage décisif pour fixer et lier en une seule lecture sa propre interprétation du moderne, sa définition du politique et toutes ses études précédentes sur la souveraineté et la théologie politique. Ce travail se concrétise en 1938 dans l'étude sur "Der Leviathan" qui synthétise toute la lecture complexe que Schmitt fournit de la philosophie politique hobbesienne. Il s'agit d'une œuvre où on montre comment Hobbes est le penseur de l'action concrète³⁰, de la neutralisation active, de la décision qui crée l'unité politique et, en même temps, de la naissance (contre son intention) de la neutralisation passive, du primat du privé sur le public, du jus-positivisme et de la technicisation de la politique. La lecture en question est donc très intéressante parce que Schmitt en développe une interprétation originale et complexe où il joue, pour le dire avec Carlo Galli, Hobbes contre Hobbes: les intentions d'une pensée contre son résultat³¹. Dans ce tableau de tentative et échec, la guerre civile

représente l'adversaire que Hobbes combat dans la conscience de sa radicale immortalité pour laquelle on peut seulement créer un *Katechon* (l'Etat) contre le désordre, l'anarchie et le chaos, mais on ne peut pas abolir son essentielle élémentarité:

[...] quelle est la relation entre les deux monstres, Leviathan et Behemoth, chez Hobbes? [...] en leur essence les deux, l'ordre de l'Etat qui oblige à la paix et la force révolutionnaire et anarchique de l'Etat de nature, s'affrontent à égalité, comme pouvoirs élémentaires. L'Etat, selon Hobbes, est seulement une guerre civile continuellement empêchée par un grand pouvoir. Par conséquence tout se configure ainsi: un monstre (l'Etat-Leviathan) retient continuellement l'autre (la révolution-Behemot). Selon un important spécialiste anglais de Hobbes, C. E. Vaughan, le Leviathan est le seul correctif de Behemoth. En conséquence, l'absolutisme de l'Etat est le répresseur d'un chaos qui, dans son noyau, c'est à dire dans les individus, ne peut être réprimé³².

Donc il y a une "parité" existentielle, de force élémentaire, entre Etat et guerre civile, une parité que l'homme moderne ne peut pas résoudre en faveur de l'Etat mais, en même temps, pour Hobbes, seulement dans et grâce à l'Etat il est possible de créer un ordre, neutralisant activement l'Etat de Nature qui va se concentrer dans les relations entre les états³³, même si ce dernier reste comme possibilité "du politique" à l'intérieur de l'Etat, possibilité arrêtée et neutralisée mais pas détruite³⁴ par l'Etat même³⁵. Une possibilité qui, selon Hobbes – qui avait vécu la guerre civile anglaise – est décrite grâce à un scénario terrible que Schmitt définit comme «anarchie suscitée par le fanatisme et le sectarisme religieux» et il ajoute que cette guerre civile «détruit la collectivité politique anglaise»³⁶. La guerre civile, donc, était pensée, grâce à l'étude de Hobbes, comme manifestation de l'Etat de

Nature, comme synonyme d'anarchie et de révolution (entendue comme destruction chaotique de l'ordre)³⁷. Elle apparaissait à l'âge moderne avec la crise du "centre de référence"³⁸ du XVI siècle constitué par la sphère théologique, une crise qui – avec sa résolution dans le passage³⁹ à un "centre de référence" métaphysique – va déterminer tout le sens de la future histoire européenne jusqu'au XX siècle⁴⁰. La grandeur de Hobbes a été exactement celle de trouver une réponse à cette crise époquale avec la création d'un Leviathan artificiel, institué par les hommes grâce à leur esprit: un Etat construit sur un pacte entre les individus – qui ne concerne pas une collectivité déjà donnée, créée par Dieu ou expression d'un ordre naturel préexistant – mais qui se manifeste comme une machine capable de garantir aux hommes la sécurité et l'existence physique sur un plan fonctionnel⁴¹, en neutralisant avec sa propre décision souveraine le conflit théologique dans une nouvelle unité politico-religieuse⁴². Mais cette même logique, développée à travers les siècles⁴³, produit la dérive technique et dépolitisante de l'Etat qui se manifeste de façon accomplie avec le juspositivisme et la complète neutralisation administrative: l'Etat perd sa concrétude et oublie son origine politique qui revient dans la société même, sous la forme des partis, des syndicats, des groupes sociaux qui détruisent progressivement, du côté de la société, la capacité de neutralisation de l'Etat⁴⁴. A ce phénomène s'ajoute et s'enchevêtre la croissance du libéralisme qui porte le coup décisif au Leviathan en élargissant la fissure entre privé et public que le même Hobbes avait créé en établissant une distinction entre "*fdes*" (privée) et "*confessio*" (publique)⁴⁵. C'est le "juif"⁴⁶ Spino-

za, pour Schmitt, qui ouvre le premier une brèche en échangeant – dans le XX chapitre du *“Tractatus theologico-politicus”* – la paix publique et le droit souverain (au premier plan pour Hobbes et en réserve pour Spinoza) avec la liberté de pensée individuelle (en réserve avec Hobbes et en premier plan avec Spinoza)⁴⁷. Au XVIII siècle la distinction entre intérieur et extérieur atteint sa plus haute expression et diffusion avec une issue décisive pour le sort du Leviathan:

Au moment où la distinction entre intérieur et extérieur est reconnue, la supériorité de l'intérieur sur l'extérieur, et donc du privé sur le public, est, en substance, une chose déjà décidée. Un pouvoir public pour autant qu'il soit loyalement respecté, comme pouvoir seulement public et seulement extérieur est vide et sans âme à l'intérieur [...]. Le Leviathan comme “*magnus homo*”, comme souveraine personnification de l'Etat en forme divine, a été détruit de l'intérieur au XVIII siècle. Pour le Dieu mortel la distinction entre intérieur et extérieur a été la maladie qui l'a conduit à la mort⁴⁸.

Donc, selon Schmitt, le Leviathan est blessé à mort à partir du XVIII siècle et – quand il ne reste que l'aspect technique, mécanique et plus tard bureaucratique – il perd, au cours du XIX et XX siècle, sa force et sa fonction de *Katechon* sous les attaques concentriques des pouvoirs indirects, surgis de nouveau de la neutralisation passive de l'Etat, du libéralisme parlementaire et du pluralisme: «ainsi le Dieu mortel a été tué pour la deuxième fois». Cette dérive “intérieure” de l'Etat Leviathan était déjà inscrite dans le système philosophique construit par Hobbes et a opéré, pendant les siècles, contre la volonté de son auteur. «Les armes spirituelles créées par Hobbes n'ont pas servi sa cause», écrivait Schmitt, en rappelant à la fois la grandeur et l'importance de l'enseignement politique et

de l'exemple intellectuel du philosophe de Malmesbury⁴⁹.

En même temps le XX siècle montrait, aux yeux du juriste allemand, une autre attaque, de nature “extérieure”, au mourant Leviathan. Dans *Die Wendung zum Diskriminierenden Kriegsbegriff* (1938) en effet Schmitt soulignait comme l'entrée en guerre des Etats-Unis en 1917 coïncidait avec le surgissement d'un concept de guerre qui s'alignait – de façon décisive pour le sort de l'Etat – sur le moderne conflit interétatique: la “guerre humanitaire”, une intervention qui était déclarée et conduite contre une Allemagne coupable, selon Wilson, des crimes “contre l'humanité” et donc passible d'être déclarée “*hostis generis humanis*” contre chaque reconnaissance de cette “*aequalitas hostium*”⁵⁰ qui avait caractérisé le “*jus publicum europaeum*”⁵¹. A cette position des Etats-Unis s'ajoutait la naissance de la Société des Nations (1919) qui allait fournir la potentielle légitimation juridique – le fondement positif⁵² – pour l'affirmation de cette «guerre discriminatoire». Avec la Société des Nations naissait, donc, un nouvel ordre international⁵³, très instable et imparfait, qui faisait surgir des contradictions frappantes, bien inscrites dans le devenir et la problématique du concept de guerre. Le contexte politique des années Trente avait fait sortir ces contradictions: en effet il y avait eu une vraie *Wendung*⁵⁴ en 1932⁵⁵, quand les japonais avaient continué leur offensive en Mandchourie contre les dispositions de la Société même⁵⁶. Cet échec avait comporté une «radicalisation»⁵⁷ dans la réflexion des juristes favorables à la création d'un nouvel ordre universel (comme Scelle, Lauterpacht, Fischer Williams et Mc Nair) et avait manifesté les problèmes d'une ins-

titutionnalisation ou d'une concrétisation de la Société des Nations qui avaient atteint leur «moment pathognomonique»⁵⁸ avec les tentatives de la Société des Nations d'appliquer les sanctions contre l'Italie (qui avait attaqué l'Éthiopie, au 1935). Ce dernier cas et la guerre civile en Espagne (1936) avaient, au final, montré comment l'introduction d'un concept discriminatoire de guerre détruisait le même concept de guerre⁵⁹, avec pour conséquence un dangereux chaos juridique et ordnatif au niveau international⁶⁰. Il était donc, pour Schmitt, très important d'analyser cette problématique liée au concept de guerre parce qu'elle permettait de comprendre la crise qui concernait l'ordre mondial fondé sur l'État:

Se manifeste ce qui a toujours été vrai, c'est-à-dire que l'histoire du droit international (*Völkerrecht*⁶¹) est une histoire du concept de guerre. Le droit international n'est qu'un droit de guerre et de paix, un *jus belli ac pacis*, et restera tel jusqu'à devenir un droit de peuples indépendants, organisés sur une base étatique, ce qui signifie: jusqu'à ce que la guerre ne soit plus une guerre civile internationale (*internationaler Bürgerkrieg*) mais une guerre entre les états (*Staatenkrieg*)⁶².

Cette dernière considération comportait une réciproque interdépendance entre le concept de État et le concept de guerre: l'un existait seulement avec l'autre. Mais avec l'introduction de la guerre juste pour l'humanité – et, donc, d'une guerre totale⁶³ qui en transformant l'ennemi, le *justus hostis*, en un criminel universel, en pirate, détruisait la neutralité des pays tiers⁶⁴ – se produisait la mort du concept de guerre:

Si l'ordre juridique d'une communauté internationale constitué par des peuples organisés en structures étatiques se fonde sur l'État comme détenteur de la décision ultime sur son *jus belli* et sur les concepts non discriminatoires de guerre

et de neutralité qui en dérivent, alors l'introduction d'une discrimination importante pour le droit international annule non seulement le concept non discriminatoire de guerre, mais tout concept de guerre. Donc aujourd'hui la question n'est plus si une guerre est juste ou injuste, licite ou illicite, mais s'il s'agit réellement d'une guerre ou pas. Le grand contraste planétaire entre les peuples est déjà si profond au point de toucher les concepts les plus essentiels et de poser le dilemme entre guerre et non guerre [...] donc dès que un ordre international distingue vraiment avec une validité supranationale, en d'autres mots déterminant même pour les tiers, entre guerre légitime et guerre illégitime (entre deux États), l'utilisation de la force est simplement l'actuation du droit, exécution, sanction, justice ou police internationale; tandis que l'intervention illégitime n'est qu'une résistance contre un acte légitime, rébellion ou crime, et en tout cas quelque chose de différent de l'institution que l'on nous a transmis avec le mot de guerre⁶⁵.

Donc si le concept discriminatoire de la guerre, avec toutes ses conséquences, s'était définitivement affirmé – dans le conflit entre différentes conceptions juridiques⁶⁶ – il y aurait eu la naissance d'un droit international nouveau qui aurait brisé le concept d'État⁶⁷ grâce à un principe d'ordre œcuménique et idéologique. Il s'agit d'une conséquence lourde d'effets pour l'ordre international. En effet Schmitt soulignait avec force, dans plusieurs passages de son œuvre de toute la décennie⁶⁸, comment un conflit conduit selon une perspective universaliste aurait fini pour détruire le caractère ordinateur de l'État en ouvrant la porte à la guerre civile:

Toutefois il faut considérer que la guerre d'anéantissement justifiée du point de vue universaliste-idéologique, précisément par sa prétention œcuménique, prive avant tout l'État, comme ordre national et territorial clos, du caractère ordinateur qu'il a eu jusqu'à présent, et transforme la guerre entre les états en une guerre civile internationale (où la soi-disant guerre ci-

vile n'est plus naturellement une guerre au même niveau que la guerre entre les états)⁶⁹.

Et encore:

La guerre entre les états a son honneur et sa dignité, et donc aussi son droit, essentiellement dans le fait que ceux qui se font la guerre sont des états, et que seulement des états peuvent s'affronter comme ennemis. Au contraire, un concept discriminatoire de guerre transforme la guerre des Etats en une guerre civile internationale. Comme en un ordre juridique qui reconnaisse le duel comme institution juridique ce duel trouve ses propres garanties juridiques internes dans le fait que en chacun des duellistes on présuppose certaines qualités (et c'est-à-dire, en d'autres mots, qui soient tous deux capables de donner satisfaction), et pourtant chaque duel effectif, comme tel, ne peut pas être considéré ni comme juste ni injuste, ainsi il est donc impossible, dans le milieu du droit international, de parler de guerre des états justes ou injustes, tant qu'il s'agit, pour sa nature, d'un droit valide entre les états⁷⁰.

Pour Schmitt, donc, la notion de discrimination dissout le concept de guerre et affirme une «prétention universaliste qui détruit états et peuples»⁷¹ et qui en dénationalisant le conflit l'internationalisait – et le rendait transfrontalier⁷² – sur la forme d'une guerre civile (internationale et transfrontalière) qui aurait été, une fois réalisée, une guerre totale, d'une intensité et d'une profondeur du plus haut degré⁷³ (en particulier si on la considère comme la guerre définitive, la guerre ultime de l'humanité avant la paix perpétuelle)⁷⁴. Dans ce contexte, la résistance de l'Allemagne – qui avait réaffirmé le concept classique de guerre en sauvant momentanément le pluralisme étatique⁷⁵ – paraissait à Schmitt salutaire pour ralentir cette dérive de «l'universalisme discriminatoire»⁷⁶ qui entravait le chemin vers «une vraie communauté des peuples»⁷⁷. En même temps,

le juriste de Plettemberg pensait que la dissolution des vieux ordres du monde était irréversible et qu'il fallait proposer un nouvel ordre au-delà du vieil ordre inter-étatique. Pour cette raison en 1939 il publie *Völkerrechtliche Großraumordnung mit Interventionsverbot für raumfremde Mächte. Ein Beitrag zum Reichsbegriff im Völkerrecht* où, en réponse à cette exigence, il exposait son idée «planétaire» de réorganiser le monde en un ensemble de grands espaces⁷⁸, ou espaces où les grandes puissances étrangères ne peuvent pas intervenir⁷⁹, protégés par des *Reichen*, c'est-à-dire par des puissances hégémoniques et prépondérantes qui exerceraient une influence politique rayonnante sur un grand espace déterminé⁸⁰. On pouvait lutter ainsi – même grâce au nazisme au pouvoir⁸¹ – pour un nouveau droit des gens: «Dans ce système de droit international la guerre est donc un rapport d'ordre (*Ordnung*) à ordre; et non de ordre à non-ordre: ce dernier rapport (c'est-à-dire de ordre à non-ordre) est au contraire la guerre civile»⁸².

Donc dans les années Trente Schmitt voyait le *Auflösung* irrésistible⁸³ de l'Etat et, avec lui, de l'ordre moderne qui avait garanti un *Katechon* contre l'explosion de la guerre civile. La mise en forme étatique du politique rentrait en crise, comme on a tenté de montrer, sur deux plans différents: sur le plan intérieur, avec la renaissance des pouvoirs indirects dans l'Etat, et sur le plan extérieur avec la tentative d'affirmer un universalisme discriminatoire qui détruisait la capacité de l'Etat d'être seul sujet actif de l'ordre moderne. Cette dissolution, supportée par l'action historique du libéralisme et des juifs⁸⁴, ouvrait de nouveau l'espace politique à une radicalisation d'intensité maximale: la guerre civile

– internationale et transfrontalière – se manifestait comme conséquence concrète et dramatique du définitif effondrement de l'Etat. Le politique, dans la décennie 1929-1939, se révélait nouvellement au-delà des illusions dépolitisantes des libéraux, il allait montrer ouvertement qu'on ne pouvait pas affirmer une sortie définitive de l'Etat de nature qui résidait logiquement dans l'impossibilité de rencontrer une valeur objective pour les hommes, chose qui n'existait pas dans la condition particulière de l'âge moderne où chaque affirmation de valeur était, selon Schmitt, un machine polémique qui exige toujours un *Katechon*, Etat ou Reich quel 'il soit. Son écrit de 1939 est représentatif de la tentative de ne pas subir passivement ce processus en sauvant le meilleur du vieux système étatique (considéré dans son ensemble comme dépassé) et en réfutant l'aspiration universaliste vers un empire mondial. Il apparaissait dans cette vision comment Schmitt ne savait pas renoncer à la conceptualité du moderne⁸⁵ alors qu'il dénonçait l'effondrement de tout le système conceptuel (guerre, neutralité, souveraineté, etc.) qui, enraciné sur l'Etat, entraînait en crise avec lui. Selon le juriste allemand c'était la radicalité existentielle – expérimentée dans des guerres de religions du XVI^e siècle – la condition qui aurait vécu dans la réorganisation du monde du futur; pour lui il y avait donc – selon Preterossi – une «crise sans dépassement du moderne»⁸⁶. La guerre civile, dans ce contexte, était lue par Schmitt comme le conflit qui aurait traversé toutes les barrières du vieil ordre pour se manifester au niveau ubiquitaire dans la société (avec l'augmentation de la politicit  de toutes les divisions sociales), sur une superficie de niveau mondial (voi-

là l'utilisation du terme international dans la plupart des références à la guerre civile) et avec un niveau d'intensité supérieur à la guerre classique (pour Schmitt il y a une identification entre croisade, guerre juste, guerre totale⁸⁷ et guerre civile). En même temps on peut vérifier comment la guerre civile assume un sens dramatique et destructif – est le Béhémoth hobbesien – dans la majorité des textes schmittiens des années Trente, à l'exception partielle de «La notion du politique» (1932) où en opposition au concept, platonicien, de *Stasis* la guerre civile devient potentiellement, avec sa capacité destructrice, la source d'un nouvel ordre politique⁸⁸. On peut affirmer que, pour le lecteur de l'œuvre du juriste de Plettenberg, dans la guerre civile, au-delà des nuances conceptuelles, semble se confirmer et prendre substance la vieille maxime gravée sur les canons: «*ultima ratio regum*».

2. Karl Polanyi et la guerre civile sociale

Le pensée de Karl Polanyi n'est pas très connue par les non-économistes en dehors de son œuvre principale, «La grande transformation» (1944)⁸⁹. Toutefois ses réflexions de la décennie précédant les années quarante du XX^e siècle présentent, aux yeux de ceux qui les étudient, principalement deux niveaux d'intérêt, liés entre eux: le premier est l'analyse de la dynamique intérieure et extérieure de la société et du système politico-économique capitaliste qui lui permettra d'écrire la même «Grande transformations» et le deuxième, pour cet écrit plus important, une lecture des contradictions du système social de son

époque. Notre auteur eut la possibilité de se faire une connaissance directe de plusieurs problèmes de la société de son temps non seulement grâce à une capacité de travail en dehors du commun⁹⁰, mais par la suite de ses nombreux déménagements liés à son activité politique et intellectuelle qui l'avait porté à s'auto-exiler de la Hongrie en 1919, à fuir de l'Autriche en 1933 (où il avait abouti après la Hongrie) et à arriver en Angleterre où il serait resté jusqu'en 1947⁹¹. Dans tous ces différents contextes, il exerça son activité d'intellectuel engagé – en particulier dans le champ de l'éducation des adultes et de la promotion de la démocratie – et de chercheur intéressé à la société du marchand et à l'histoire du capitalisme; ce qui lui permettra de travailler avec «*Der Österreichische Volkswirt*»⁹², «*The New Britain*», «*The Worker's educational Association*», and the «*Extra-mural delegacies*» des Universités de Londres et de Oxford. Pendant ces expériences, il connut personnellement les réalités sociales (le monde ouvrier, les associations des travailleurs, le syndicats, etc.) des pays où il vivait et ça lui permit de se former une idée détaillée des forces politiques, économiques et sociales qui travaillaient dans l'Europe des années Trente. En raisonnant sur le capitalisme libéral, il comprenait, que ce système avait séparé nettement la sphère économique du reste de la vie sociale, ce que Marx avait compris en premier:

[...] Marx démontra une compréhension presque prophétique. Personne avant lui et, pour longtemps personne après lui, n'avait reconnu l'importance de la séparation institutionnelle de la sphère économique et politique dans la société moderne. Cette séparation est la vraie caractéristique du capitalisme libéral⁹³.

Cette séparation avait un effet destructif

pour l'unité de la société, problème sur lequel Marx avait insisté en montrant la:

[...] tendance de l'économie de marché à détruire l'unité de la société en instituant en elle une sphère économique distincte. En effet ce développement conduit inévitablement à une séparation institutionnelle de la sphère politique et de la sphère économique, qui ne peut pas être transitoire et soulève nécessairement la question fondamentale: sur quelles bases serait rétablie l'unité de la société?⁹⁴

Il y avait donc un problème écrit dans la même phénoménologie du capitalisme qui devenait frappant aux années Trente. Comme Polanyi écrivait en 1932:

Entre économie et politique s'est creusé un fossé. En d'autres mots, c'est le diagnostic de l'époque. L'économie et la politique, les deux manifestations de la vie de la société, se sont rendues autonomes et combattent entre elles une guerre continue; ce sont devenus des mots de passe derrière lesquels les partis politiques et les classes expriment des intérêts opposés... la gauche s'est raccrochée à la démocratie, la droite à l'économie. Et, c'est pour cette raison, que l'actuel dérangement fonctionnel entre l'économie et la politique s'accroît jusqu'à devenir une polarité catastrophique. Du milieu de la démocratie jaillissent les forces qui s'immiscent dans l'économie, la paralysent et la lient. L'économie répond par une attaque générale contre la démocratie comme l'incarnation d'une irresponsable, irrationnelle hostilité contre l'économie⁹⁵.

Pour ce problème Polanyi identifiait deux «solutions», qu'il rencontrait dans la société et la politique de son époque, la solution socialiste et la solution fasciste:

Fondamentalement il y a deux solutions: l'extension du principe démocratique de la politique à l'économie ou la complète abolition de la «sphère politique» démocratique. L'extension du principe démocratique à l'économie implique l'abolition de la propriété privée des moyens de production: la sphère politique démocratique devient la société entière. Ceci, en substance,

est le socialisme. Depuis l'abolition de la sphère politique démocratique ne reste que la vie économique: le capitalisme ainsi qu'il est réalisé dans les différentes branches de l'industrie devient la société entière. Cela est la solution fasciste⁹⁶.

Donc, il conceptualisait la naissance et l'actualité du fascisme autour de la rupture entre sphère économique et sphère politique: avec le corporatisme le fascisme dissolvait la politique dans l'économie⁹⁷, le tout contre sa propagande qui affirmait le primat du politique et contre son anticapitalisme déclaré⁹⁸. En effet, pour l'intellectuel hongrois, le fascisme réalisait un capitalisme illibéral grâce au corporatisme, qu'il avait bien analysé dans sa programmation/réalisation autrichienne⁹⁹ et qui même dans les textes d'un philosophe fasciste, soi disant anticapitaliste, comme Othmar Spann émergeait comme élément qui confirmait le pouvoir de l'économie sur toute la société¹⁰⁰. La croissance du fascisme dans la vie politique de l'Europe des années Trente témoignait, selon Polanyi, que la question centrale de l'époque devenait: de quelle façon et en quelle direction transformer la société pour rassembler dans une nouvelle unité toutes ses sphères? Un tel défi comportait, au niveau européen et mondial, la fin de la distinction entre politique extérieure et intérieure pour affirmer la prévalence des «systèmes» qui réunissaient idéaux et praxis de la société dans toutes les sphères et qui dissolvaient les vieux paradigmes interprétatifs:

[...] caractéristique qu'il faut relever est le strict mélange des événements politiques intérieurs et extérieurs. Pas l'Italie mais le fascisme, pas l'Allemagne mais le national-socialisme, pas la Russie mais le bolchevisme... La dissolution de l'organisation des rapports économiques entre les états représentés par la monnaie d'or, du libre échange et du marché des capitaux, a

rendu nécessaire un développement inouï, autant par la façon que par la mesure, des grandes unités étatico-économiques. L'Etat – qu'il soit une structure démocratique ou fasciste – existe en fonction du système, dont préservation et protection sont déterminantes pour la politique étrangère. La force et la faiblesse de cette dernière proviennent du système. Le système devient en même temps norme idéale et tâche pratique, étoile polaire et modalité quotidienne de la politique. Depuis le temps des grandes guerres de religions il n'y avait plus eu une semblable identité des conformation du sort intérieur et extérieur de l'Etat¹⁰¹.

Les systèmes, donc, étaient les vrais acteurs qui se confrontaient sur la transformation de la réalité¹⁰² en causant, comme au temps de les guerres de religions, un conflit total¹⁰³ qui se présentait comme une guerre civile sociale:

En aucun autre aspect l'Europe actuelle ne diffère de celle de nos grands-pères plus que dans les conflits qui pourraient conduire à la guerre. Durant les derniers siècles les conflits nationaux ont dominé le scénario mondial. A un stade précédent, les divergences religieuses ont communément causé des guerres armées... Aux temps des conflits religieux, il est facile que, lorsque le conflit touche différents états, une partie des citoyens d'un pays participe aux guerres civiles d'un autre pays au côté de ses coreligionnaires... En Espagne, aujourd'hui, il se passe quelque chose de semblable – mais la différence est qu'aujourd'hui les guerres civiles tendent à avoir un caractère non pas religieux mais social¹⁰⁴.

Cette typologie de guerre civile se confrontait avec la guerre extérieure¹⁰⁵ en créant un mélange particulier entre questions sociales et questions nationales et cet enchevêtrement devenait, après 1933, le trait caractéristique de la politique européenne¹⁰⁶. Le contraste entre les différents systèmes était intensifié grâce à la contraposition entre les idéologies¹⁰⁷ liées à chaque système qui déterminait

la possibilité d'un conflit social potentiellement destructif pour l'ensemble de la civilisation européenne à cause de la présence totalisante et interventionniste du fascisme¹⁰⁸. Contre cette perspective Polanyi écrivait: «L'Europe, aujourd'hui est déchirée par des conflits nationaux et sociaux. Le seul espoir reste un système de sécurité collective, institué par les pays démocratiques et socialistes dans le cadre de la Société des Nations»¹⁰⁹.

La guerre civile décrite par les pages de Polanyi se présente, donc, comme une guerre internationale¹¹⁰ (une partie des citoyens d'un pays participent aux guerres civiles d'un autre pays au côté de ses coreligionnaires) et transnationale (ce sont les idéologies et les systèmes qui font les formations pas les nations). En même temps, elle nous paraît comme une guerre d'une intensité dangereuse et destructive mais capable d'être décisive pour le sort de la liberté humaine dans la société industrielle moderne qui, pour l'intellectuel hongrois, était destinée à être démocratique ou fasciste¹¹¹. Le conflit en cours entre fascisme et socialisme (champion de la démocratie dans l'âge moderne) serait décisif pour orienter le changement de la civilisation humaine dans le monde. Pour cette raison Polanyi en 1937 faisait appel à un système de sécurité collective instituée par les socialistes et les démocrates: il y avait en face l'intervention des puissances fascistes dans la guerre d'Espagne et il pensait qu'il valait mieux, pour les démocrates, gagner le premier *round* de cette guerre inéluctable¹¹²:

Est inévitable qu'on arrive à un point mort. Tout à coup la société est menacée par un enchevêtrement fatal de sous fonctions politiques et économiques. L'interférence de la politique sur l'économie, l'interférence économique sur la

politique deviennent la règle. Cette perversion des fonctions porte à une perte réelle de sécurité politique autant que du niveau économique pour tous. Ou la démocratie ou le capitalisme doivent renoncer. Le fascisme est la solution du point mort qui laisse intact le capitalisme. L'autre solution est le socialisme. Le capitalisme disparaît et reste la démocratie. Le socialisme est l'extension de la démocratie à la sphère économique¹¹³.

3. *Penser la guerre civile dans les années trente: Un conflit destructif ou créatif?*

Dans la pensée des auteurs qui ont fait l'objet des analyses de ces pages, on peut rencontrer, avec beaucoup de différences, des traits communs. La crise de l'ordre moderne, dans la forme qu'elle avait prise au XIX siècle sous l'égide de la civilisation européenne, était pour les deux intellectuels un processus irréversible. Si Polanyi écrivait que l'économie de marché, par les contradictions qu'elle générait dans la société moderne, vouait cette dernière – avec son ordre institutionnel et politique – à l'effondrement¹¹⁴, Schmitt soulignait comment le monde des années trente était caractérisé par la dissolution du vieil ordre et qu'il n'avait aucune possibilité de rester inchangé¹¹⁵. Les deux, donc, raisonnaient sur l'exigence de penser et affirmer un nouvel ordre pour la civilisation européenne et mondiale. En même temps ils étaient conscients que le problème inclus dans l'exigence de ce nouvelle ordre comportait la naissance d'une hostilité destructive qui aurait rappelé les guerres de religion du XVI siècle. La division fondée sur les idéologies aurait radicalisé le conflit et l'aurait délocalisé au delà de la vieille contraposition entre intérieur



Manifesto elettorale della Lega di Spartaco

et extérieur garanti par le système étatique. Dans ce dernier sens, pour tous les deux, la guerre civile internationale et transnationale va bien au delà de la contraposition entre les concepts classiques de *Polemos* et *Stasis*: ce n'était plus possible, dans cette dernière condition, de faire une distinction claire entre extérieur et intérieur, entre espace cloisonné de chez nous et espace ouvert de chez eux. L'ouverture d'une guerre idéologique – pensée comme une guerre de religion – implique une potentielle transversalité de l'appartenance politique et de la création des groupes transnationaux unis seulement par le partage d'une idée. C'est une guerre qui, par elle-même, créait – même par contraposition – des identités méta-nationales ou, encore mieux, méta-spatiales dans le sens où on séparait la belligérance d'une claire racine spatiale (on

pouvait bien se battre pour l'Europe ou pour la civilisation européenne contre l'asiatique/bolchevique mais on voyait qu'il était beaucoup plus difficile de lier ces entités sans limites avec une stable identification spatiale). Ce dernier argument peut aussi aider à approfondir l'étude du sens du danger qui pour Schmitt était lié à la possibilité d'une guerre civile internationale/transnationale, qui – différemment de la «simple» guerre civile, comme il explique dans «La notion du politique» – a eu toujours une représentation hobbesienne dans les textes schmittiens des années Trente. En même temps – en entrant dans les différences entre les deux – on peut comprendre, presque par contraposition, l'espérance que Polanyi mettait dans une pleine internationalisation du conflit entre fascisme et socialisme. Pour lui, le socialisme était la

solution au problème historique posé à la liberté humaine par le capitalisme, une solution qui passait nécessairement à travers la lutte avec le fascisme. Si dans «*Europe Today*» il ne se cache pas la condition dramatique du moment historique, il est aussi vrai que pour lui il y a une seule alternative au fascisme et que ce dernier, par sa nature¹⁶, aurait conduit son adversaire à la guerre totale. Donc, dans ce sens, pour Polanyi, la guerre civile internationale peut créer les conditions pour la victoire du système et de l'idéologie socialiste contre l'ennemi fasciste. Schmitt, au contraire, construisait sa théorie du Reich comme nouveau sujet du système international pour sauver, avec le pluralisme politique, la possibilité d'une neutralisation active qui n'était plus possible avec l'Etat et qu'un Empire mondial et universel n'aurait pas pu garantir: on peut dire que son effort théorique est tout entier consacré à éviter la manifestation de la guerre civile internationale grâce à l'individuation d'un nouveau Katechon. Dans ce sens, la guerre civile est pour lui la manifestation du plus haut degré de des-

tructivité toujours présente en puissance dans le politique, la fin de l'unité¹⁷ comme élément de mise en ordre de la réalité et, dans ce sens, la démonstration du fond telurique du politique. Mais – pour rentrer dans la similitude – pour les deux la guerre civile internationale était le trait caractéristique de l'époque, un conflit qui révélait comment un temps de la civilisation était fini et comme il n'y avait pas de solution ou alternative certaines dans un contexte historique en plein accélération: il s'agissait, donc, de construire le nouvel ordre de la civilisation et de le faire contre ou grâce à la guerre civile. Donc si cette dernière n'était pas un véhicule sûr pour arriver à une transformation positive de la réalité, il était aussi vrai que durant les années Trente chaque changement, pour se réaliser, devait se confronter avec le problème de la guerre civile, entendu comme une confrontation radicale et transnationale entre différentes idéologies.

¹ Voir E. Traverso, *A ferro e fuoco. La guerra civile europea (1914-1945)*, Bologna, Il Mulino, 2008, pp. 188-191.

² Où le sens indique un but historique et avec lui une orientation. Il faut considérer que, au XX siècle, une conception circulaire de l'histoire – voir Spengler – ne touche pas l'existence d'un but historique, on peut bien «marcher vers la mort». Voir G. Sasso, *Il tramonto di un mito. L'idea di progresso tra ottocento e novecento*, Bologna, Il Mulino, 1984, pp. 30-31.

³ Cette définition constitue une hy-

pothèse de travail en considérant que le concept d'«idéologie» est un des plus polysémiques de l'histoire conceptuelle. Pour se faire une idée introductive de ce problème voir T. Eagleton, *Ideologia. Storia e critica di un'idea pericolosa*, Roma, Fazi, 2007.

⁴ Voir R. Koselleck, *Futuro Passato. Per una semantica dei tempi storici*, Genova, Marietti, 1986, pp. 258-322. Sur le travail de Koselleck voir L. Scuccimarra, *Presentazione* en R. Koselleck, *Il vocabolario della modernità*, Bologna, Il Mulino, 2009, pp. VII-XVIII et A. Escu-

dier, *Temporalisation et modernité politique: penser avec Koselleck*, in «Annales. Histoire, Sciences sociales», n. 6, Novembre-Décembre 2009, pp. 1269-1304.

⁵ Ce point est bien résumé chez D. Fusaro, *Essere senza Tempo. Accelerazione della storia e della vita*, Milano, Bompiani, 2004, p. 44.

⁶ Voir P.-A. Taguieff, *Le sens du Progrès. Une approche historique et philosophique*, Paris, Flammarion, 2004, p. 52.

⁷ Voir V.I. Comparato, *Utopia*, Bologna, Il Mulino, 2005, pp. 209-225.

- ⁸ Comme écrivait Drieu la Rochelle «Alors pour nous c'est la minute qui passe et qui sans doute ne reviendra pas. Hier, tout était impossible, demain tout le sera de nouveau, mais il y a aujourd'hui...», P. Drieu la Rochelle, *Gilles*, Paris, Gallimard, 1939, p. 602.
- ⁹ Comme résume le titre d'un livre du 1933 de O. Spengler, *Jahre der Entscheidung*.
- ¹⁰ Très intéressant est, à cet égard, le tableau de M. Ernst, *Europa nach dem Regen I*, 1933.
- ¹¹ Voir W.E. Scheuerman, *Carl Schmitt: The end of the Law*, Boston, Rowman and Littlefield Publishers, 1999, p. 233.
- ¹² Voir C. Schmitt, *Il concetto di politico*, in Id., *Le categorie del politico*, Bologna, Il Mulino, 1972, p. 109.
- ¹³ Où l'ennemi devient intérieur ou mieux transfrontalier. Voir G. Preterossi, *L'ovvia verità del politico. Diritto e ostilità in Carl Schmitt*, in «Jura Gentium. Rivista di filosofia del diritto internazionale e della politica globale», a. VI, n. 1, 2010, <<http://www.juragentium.unifi.it>>, marzo 2011.
- ¹⁴ Voir Schmitt, *Il concetto di politico*, cit., p. 165.
- ¹⁵ Sur les différentes acceptions qu'il faut donner au concept de neutralisation Schmitt a écrit un bref corollaire (1931) dans lequel il divisait en deux groupes les différents sens et fonctions du mot en question. Le premier négatif (qu'il est possible d'appeler neutralisation passive) concerne tous les sens et les fonctions du mot liés à l'élimination de la décision politique tandis que le deuxième positif (qu'il est possible d'appeler neutralisation active) concerne tous les sens et les fonctions du mot liés à une affirmation de la décision politique. Voir C. Schmitt, *Rassegna dei diversi significati e funzioni del concetto di neutralità politica interna*, in Id., *Le categorie del politico*, cit., pp. 187-191.
- ¹⁶ Répondant à la dimension "totale" du politique, affirmée par Schmitt en 1934 dans la prémisses a la deuxième édition de la "Théologie politique", voir C. Schmitt, *Teologia politica: premessa alla seconda edizione*, in Id., *Le categorie del politico*, cit., pp. 29-31.
- ¹⁷ Avec l'expression "du politique" Schmitt entend parler de l'origine (*Entstehung*) de la politique moderne qui est toujours présente à son époque et pas d'une essence du politique métahistorique. Voir C. Galli, *Genealogia della politica. Carl Schmitt nel pensiero politico moderno*, Bologna, Il Mulino, 2010, pp. 738-742, pour une thèse différente – que l'auteur ne partage pas – voir Y.-C. Zarka (ed.), *Carl Schmitt ou le mythe du politique*, Paris, Puf, 2009.
- ¹⁸ Voir Schmitt, *Il concetto di politico*, cit., pp. 121-122.
- ¹⁹ Ivi, p. 120.
- ²⁰ Sur cette capacité de l'Etat selon la théorie schmittienne voir E.-W. Bökenförde, *Il concetto di politico come chiave per intendere l'opera giurispubblicistica di Carl Schmitt*, in Id., *Diritto e secolarizzazione. Dallo Stato moderno all'Europa unita*, Roma-Bari, Laterza, 2007, p. 118.
- ²¹ Schmitt, *Il concetto di politico*, cit., p. 115.
- ²² Galli, *Genealogia della politica*, cit., p. 762.
- ²³ Sur se point il est important à évaluer, avec Miglio, que chez Schmitt il y a de la "réticence" à entendre l'Etat moderne comme seulement une des manifestations de la politicit . G. Miglio, *Presentazione*, in Schmitt, *Le categorie del politico*, cit., p. 9.
- ²⁴ Voir C. Schmitt, *Der H ter der Verfassung* (1931), Berlin, Duncker and Humblot, 1996.
- ²⁵ Parce que, pour Schmitt, une neutralisation ne peut pas être intégrale: «un ordre compl tement lisse et transparent est une neutralisation passive et se révèle en pratique impossible». Galli, *Genealogia della politica*, cit., p. 750.
- ²⁶ Ivi, p. 674.
- ²⁷ Ivi, p. 786.
- ²⁸ G.A. Di Marco, *Thomas Hobbes nel decisionismo giuridico di Carl Schmitt*, Napoli, Guida, 1999, p. 9.
- ²⁹ Galli, *Genealogia della politica*, cit., p. 786.
- ³⁰ Le concept de "concrète" c'est directement liée au concept de "circonstance" et de "situation", voir L. Jaume, *Carl Schmitt, la politica de l'inimitié*, en «Historia Constitucional» (revista electronica), n. 5, 2004, <<http://www.hc.rediris.es>>, p. 266.
- ³¹ Voir Galli, *Genealogia della politica*, cit., p. 789.
- ³² C. Schmitt, *Scritti su Thomas Hobbes*, Milano, Giuffr , 1986, p. 77.
- ³³ Pour Hobbes la relation qu' il y a entre les  tats est la même que celle des individus entre eux dans l'Etat de nature. Voir T. Hobbes, *Leviatano*, Roma-Bari, Laterza, 2010, p. 179 et pp. 287-288 (cap. XXI et cap. XXX).
- ³⁴ Voir B kenf rde, *Il concetto di politico* cit., p. 119.
- ³⁵ Voir Schmitt, *Scritti su Thomas Hobbes*, cit., p. 87.
- ³⁶ Ivi, p. 76.
- ³⁷ «Le point de départ de la construction de l'Etat hobbesien est la peur de l'Etat de nature». Schmitt, *Scritti su Thomas Hobbes*, cit., p. 82.
- ³⁸ La sphère dans la quelle – pour chaque époque – l'esprit européen rencontre le centre de sa propre existence humaine. Voir Di Marco, *Thomas Hobbes* cit., p. 237.
- ³⁹ Pour Schmitt il y a quatre passage d'un centre de référence aux autres dans l'histoire moderne européenne. D'un centre "théologique" (XVI-XVII siècle)   un centre "métaphysique" (XVII-XVIII siècle); d'un centre "métaphysique"   un centre "moral-humanitaire" (XVIII-XIX siècle); d'un "centre moral-humanitaire"   un centre " conomique" (XIX-XX siècle); et d'un centre " conomique"   un centre "technique" (XX siècle), fondée sur la "foi en la technique". Voir, ivi, pp. 237-247.
- ⁴⁰ En effet «ce déplacement de la sphère spirituelle du centre de référence théologique au méta-

physique... renferme le sens de tout le développement européen moderne, qui consiste dans le fait que l'humanité européenne a toujours aspiré à construire un milieu, une sphère spirituelle de neutralité par rapport aux conflits qui caractérisaient l'époque précédente afin qu' on puisse en sortir». Avec ce premier déplacement on détermine une tendance historique – qui selon Schmitt caractérise l'âge moderne en Europe – à la neutralisation et à la dépolitisation. Voir, *ivi*, pp. 264-265. Schmitt écrivait sur ce point dans son essai de 1929 «L'époque des neutralisations et des dépolitisations», maintenant dans Schmitt, *Le categorie del politico*, cit., pp. 167-183.

⁴¹ Voir Schmitt, *Scritti su Thomas Hobbes*, cit., pp. 84-86.

⁴² Voir Galli, *Genealogia della politica*, cit., p. 794.

⁴³ Voir Schmitt, *Scritti su Thomas Hobbes*, cit., pp. 90-101.

⁴⁴ Voir Galli, *Genealogia della politica*, cit., pp. 795-796.

⁴⁵ Voir Schmitt, *Scritti su Thomas Hobbes*, cit., p. 105.

⁴⁶ «L'insistance schmittienne sur l'origine juif du libéralisme... est une substantialisation qui impute à une race, à un complot d'ennemis, la dérive passive de la modernité que dans l'essai de 1929 sur les neutralisations Schmitt avait reconnu comme coessentiel au moderne». Galli, *Genealogia della politica*, cit., pp. 796-797.

⁴⁷ Voir Schmitt, *Scritti su Thomas Hobbes*, cit., pp. 106-107.

⁴⁸ *Ivi*, pp. 111-113.

⁴⁹ Vraiment significatif et évocateurs sont les mots avec les quels Schmitt termine l'essai sur Hobbes: «Et au dessous des siècles nous lui crions: *non jam frustra doces*, Thomas Hobbes», Schmitt, *Scritti su Thomas Hobbes*, cit., pp. 132-133.

⁵⁰ Raisonnement que Schmitt aurait développé mieux dans *Der Nomos der Erde im Völkerrecht des Jus Publicum Europaeum* (1950). Voir C. Schmitt, *Il nomos della terra*, Mila-

no, Adelphi, 1991, p. 411.

⁵¹ Voir C. Schmitt, *Il concetto discriminatorio di guerra*, Roma-Bari, Laterza, 2008, pp. 4-13 e pp. 65-73.

⁵² «Mais pour une guerre juste la mentalité moderne exige des processus déterminés de positivisation juridique et morale». Schmitt, *Il concetto discriminatorio di guerra*, cit., p. 4.

⁵³ Voir *ivi*, p. 6.

⁵⁴ Tournant.

⁵⁵ Voir Schmitt, *Il concetto discriminatorio di guerra*, cit., p. 8.

⁵⁶ Ils auraient abandonné la Société des Nations au 1933.

⁵⁷ Dans le sens qu'ils allaient à la racine de leur vision du monde pour développer avec plus de cohérence et de manière plus concrète leur positions. Voir Schmitt, *Il concetto discriminatorio di guerra*, cit. p. 5.

⁵⁸ Un phénomène très clair et frappant qui rendra possible la naissance d'une définition scientifique sur le problème lié à ce même phénomène. Voir *ivi*, p. 10.

⁵⁹ Voir *ivi*, pp. 5-9.

⁶⁰ Voir *ivi*, pp. 81-84.

⁶¹ Dans l'édition italienne le terme est traduit comme droit international même s' il est plus proche du droit des gens du point de vue étymologique.

⁶² Schmitt, *Il concetto discriminatorio di guerra*, cit., p. 3.

⁶³ Une guerre qui se développait avec l'affirmation du droit International anglo-saxon qui avait construit son existence sur la base de la guerre marine et qui, avec son application au cas de la guerre contre l'Allemagne (1914-1918) enseignait que "est donc en premier lieu la guerre juste à être la guerre totale". Schmitt, *Scritti su Thomas Hobbes*, cit., pp. 98-99.

⁶⁴ Schmitt résumait ce changement, en analysant les considérations de sir Fischer Williams, avec l'expression "Vae neutris!". Voir Schmitt, *Il concetto discriminatorio di guerra*, cit., p. 52.

⁶⁵ *Ivi*, pp. 65-67.

⁶⁶ Voir Schmitt, *Scritti su Thomas*

Hobbes, cit., p. 99.

⁶⁷ Voir Schmitt, *Il concetto discriminatorio di guerra*, cit., p. 13.

⁶⁸ Est il contenu, en "nuce", même dans "La notion du politique", ou en concluant Schmitt écrivait que la croisade que le libéralisme proposait avec son concept de adversaire "hors de l'humanité" ne pouvait pas échapper à la consquentialité du politique qui aurait crée des nouveau regroupements ammi-ennemi. Voir Schmitt, *Il concetto di politico*, cit., p. 165.

⁶⁹ *Ivi*, p. 68.

⁷⁰ Schmitt, *Scritti su Thomas Hobbes*, cit., p. 98.

⁷¹ Schmitt, *Il concetto discriminatorio di guerra*, cit., p. 73.

⁷² En effet avec l'introduction d'un droit de résistance de l'individu contre l'état, rendu possible par le droit international, la guerre civile s'ouvrait à un espace qui n'était plus l'espace disposé par les états-nations, il y avait la naissance d'un droit à l'autodétermination pour tous les groupes collectifs. Sur l'introduction du droit individuel à la résistance contre l'état et du droit à l'autodétermination collective voir *ivi*, pp. 28-29.

⁷³ Voir *ivi*, p. 5 et Schmitt, *Le categorie del politico*, cit., p. 120.

⁷⁴ Voir Schmitt, *Il concetto discriminatorio di guerra*, cit., p. 78.

⁷⁵ Voir *ivi*, pp. 76-77.

⁷⁶ Selon Francesco Mancuso, Schmitt n'est pas un adversaire de l'universalisme tout court mais seulement de l'universalisme discriminatoire. Voir F. Mancuso, *Guerra giusta, nemico ingiusto: Schmitt interprete di Kant*, in «Jura Gentium. Rivista di filosofia del diritto internazionale e di politica globale», n. 1, a. VI, 2010, <<http://www.juragentium.unifi.it>>, marzo 2011.

⁷⁷ Schmitt, *Il concetto discriminatorio di guerra*, cit., p. 78.

⁷⁸ Pour Schmitt "n'existent ni idées politiques sans un espace qui leur soit attribuable, ni espaces ou principes concernant l'espace auxquels ne corresponde une idée

- politique". C. Schmitt, *Il concetto di Impero nel diritto internazionale*, Roma, Settimo sigillo, 1996, p. 19.
- ⁷⁹ L'idée de Schmitt est d'individuer dans la doctrine Monroe un précédent de ce principe des grands espaces. Voir *ivi*, pp. 13-25.
- ⁸⁰ *Ivi*, p. 45.
- ⁸¹ Il y a des références explicites à l'œuvre du Führer et à la victoire du mouvement nazi en Allemagne. Voir *ivi*, p. 50 et p. 58. Cette œuvre a été considéré comme une forme de légitimation de la "Lebensraumtheorie". Voir B. Schilmar, *Der Europa-diskurs im deutschen Exil 1933-1945*, München, Oldenbourg, 2004, p. 133.
- ⁸² Schmitt, *Il concetto d'Impero nel diritto internazionale*, cit., p. 51.
- ⁸³ Voir S. Pietropaoli, *Nota al testo*, in Schmitt, *Il concetto discriminatorio di guerra*, cit., p. XL.
- ⁸⁴ Schmitt faisait fréquemment allusion, dans les œuvres des années trente, aux juifs comme ennemis de l'ordre moderne et comme libéraux ou comme amis du libéralisme.
- ⁸⁵ Voir sur ce point G. Duso, *La logica del potere. Storia concettuale come filosofia politica*, Roma-Bari, Laterza, 1999, pp. 157-160.
- ⁸⁶ Voir Preterossi, *L'ovvia verità del politico*, cit.
- ⁸⁷ Sur ce point voir "Le Corollaire" de 1938 à "La notion du politique" dans Schmitt, *Le categorie del politico*, cit., pp. 193-203.
- ⁸⁸ Voir Schmitt, *Il concetto di politico*, cit., p. 111 et pp. 130-131.
- ⁸⁹ Voir K. Polanyi, *La grand transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.
- ⁹⁰ Dans la seul année 1937 il avait écrit, sans compter les autres possibles publications (livres, leçons, etc.), 80 articles de politique internationale, politique économique et des analyses des contextes sociaux et idéologiques des différentes nations. Voir M. Cangiani, *Introduzione*, en K. Polanyi, *Cronache della grande trasformazione*, Torino, Einaudi, 1993, p. VIII.
- ⁹¹ Voir J. Maucourant, *Avec Karl Polanyi. Contre la société du tout-marchand*, in «Revue du M.A.U.S.S.», n. 29, première semestre 2007, pp. 35-62.
- ⁹² Qui était, selon "The Economist", le plus important et influent hebdomadaire économique et financier de l'Europe centrale. Voir Cagiani, *Introduzione*, cit., p. VII.
- ⁹³ K. Polanyi, *Marx sul corporativismo*, (texte qui n'a pas de date exacte mais qui a été écrit plus ou moins en 1936) cité dans A. Salsano (a cura di), *Karl Polanyi*, Milano, Mondadori, 2003, p. 57.
- ⁹⁴ Karl Polanyi dans un fragment des années trente sur Marx, cité en Salsano (a cura di), *Karl Polanyi*, cit., p. 57.
- ⁹⁵ K. Polanyi, *Economie et démocratie* (1932), cité en Salsano (a cura di), *Karl Polanyi*, cit., p. 47.
- ⁹⁶ K. Polanyi, *L'Essence du fascisme* (1935), cité en Salsano (a cura di), *Karl Polanyi*, cit., p. 53.
- ⁹⁷ Il est très intéressant de remarquer comme Schmitt, en 1932, critiquait l'expression de Wálther Rathenau selon la quelle dans son époque le destin n'est plus la politique mais l'économie en disant que «maintenant comme avant le destin continuait à être représenté par la politique mais que pendant ce temps il est seulement arrivé que l'économie soit devenue quelque chose de politique et donc elle même destin». Schmitt, *Il concetto di politico*, cit., p. 164.
- ⁹⁸ Qui était utilisé de manière intéressée pour combattre le socialisme et l'individualisme, unifiés comme capitalistes. Voir Salsano, *Karl Polanyi*, cit., p. 50.
- ⁹⁹ Polanyi avait étudié la neuve constitution de l'Autriche de Dolfuss et avait remarque que «un Etat sur base corporatiste n'avait jamais existé». K. Polanyi, *L'Austria corporativa: una società funzionale?*, en Polanyi, *Cronache della grande trasformazione*, cit., p. 248.
- ¹⁰⁰ «Mais Spann, comme nous verons mieux, souligne que la sur-
prématie est celle de la chambre économique et non celle de la chambre politique: et cette chose décide la question en faveur du capitalisme, plaise ou non à Spann. En effet son utopie ne fait que confirmer pleinement le concept que l'essence du fascisme consiste en l'assurance faite aux propriétaires des moyens de production et aux managers le pouvoir dans la chambre économique, pour établir successivement le pouvoir de cette dernière sur l'ensemble de la société». K. Polanyi, *L'Utopia fascista di Spann*, en Polanyi, *Cronache della grande trasformazione*, cit., p. 263.
- ¹⁰¹ K. Polanyi, *La pietra miliare 1935*, en Polanyi, *Cronache della grande trasformazione*, cit., p. 183.
- ¹⁰² Voir M. Cagiani, *Prefazione* en Karl Polanyi, *Europa 1937. Guerre esterne e guerre civili*, Roma, Donzelli, 1995, p. XVII.
- ¹⁰³ «Une guerre, c'est-à-dire, dans laquelle chaque cellule de la nation cesse d'avoir une autre fonction ou valeur qui ne soit sacrifiée dans l'effort suprême de anéantir l'ennemi». Polanyi, *Europa 1937* cit., p. 53.
- ¹⁰⁴ *Ivi*, p. 4.
- ¹⁰⁵ Carl Schmitt aussi avait expliqué avec sa réflexions sur "Le concept discriminatoire de guerre" (1938) un, pour lui dangereuse, enchevêtrement entre différents conceptions de guerre liée, en dernière instance, a une idée classique de guerre (la guerre extérieure) et ad une idée discriminatoire (la guerre civile ou la guerre juste).
- ¹⁰⁶ Polanyi, *Europa 1937* cit., p. 5.
- ¹⁰⁷ *Ivi*, p. 3 et p. 48.
- ¹⁰⁸ *Ivi*, pp. 49-54.
- ¹⁰⁹ *Ivi*, p. 76.
- ¹¹⁰ Michele Cangiani écrit que seulement Polanyi – et pas Schmitt – développe un concept de guerre civile internazionale. La chose est surprenant parce que, comme il a été écrit dans ces pages mêmes, Schmitt élaborait un concept de guerre civile internazionale que revient souvent dans ses écrits de la fin des an-

nées Trente. Voir Cangiani, *Prefazione* en Polanyi, *Europa 1937* cit. p. XVIII.

¹¹¹ Voir Polanyi, *Europa 1937* cit., p. 51.

¹¹² Voir M. Cangiani, *Democrazia o Guerra*, en «Deportate, esuli, profughe. Rivista telematica di studi sulla memoria femminile», n. 13-14, 2010, p. 213, <<http://www.unive.it>>, aprile 2011.

¹¹³ Karl Polanyi sur "New Britain" (1934), cité par A. Salsano, *Karl Polanyi*, cit. p. 58.

¹¹⁴ Voir Salsano, *Karl Polanyi*, cit., pp. 47-58.

¹¹⁵ Voir Pietropaoli, *Nota al testo*, cit., pp. XL-XLI.

¹¹⁶ Voir Polanyi, *Europa 1937*, cit., pp. 52-54.

¹¹⁷ OÙ, différemment, pour Polanyi la guerre civile internationale est

un passage historique nécessaire vers l'unité sociale. En effet, selon lui, le fascisme et le socialisme sont les deux solutions pour faire naître à nouveau une unité sociale entre toutes les sphères de la société (politique, économique, etc.).